



DECISION N° 2023-1206

**Convention de Mise à Disposition - Ville de  
Perpignan / Association Brave'Arts - 7 rue de  
Montescot**

Direction Gestion Immobilière

Le Maire,

Vu l'article L. 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux délégations de pouvoir susceptibles d'être consenties au Maire par le Conseil Municipal,

Vu les articles L. 2122-23 et L. 2122-18 relatifs aux subdélégations susceptibles d'être consenties par le Maire aux adjoints et/ou conseillers municipaux,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoir au Maire, pour les matières énumérées à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du Maire en date du 9 juillet 2020 portant subdélégation de signature à Monsieur Charles PONS, Premier Adjoint au Maire,

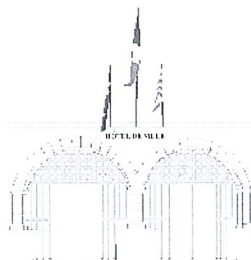
Considérant que l'Association Brave'Arts a sollicité le renouvellement de la convention de mise à disposition d'un local, à usage de bureau administratif et de salle de réunion, sis 7 rue de Montescot à Perpignan.

**DECIDE**

ARTICLE 1 : La Ville renouvelle la mise à disposition à l'Association Brave'Arts, d'un local, d'une superficie d'environ 74 m<sup>2</sup> situé au rez-de-chaussée de l'immeuble sis 7 rue de Montescot à Perpignan, à usage de bureau administratif et de salle de réunion.

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie pour une durée d'un an à compter du 01/09/2023. Sa reconduction devra être formulée de façon expresse.

ARTICLE 3 : La convention est consentie à titre gratuit. Les abonnements et consommations électricité & eau, chauffage, à l'exclusion du téléphone sont à la charge de la Ville.



ARTICLE 4 : La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier sis, 6, rue Pitot à Montpellier (34000), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès des services de la commune de Perpignan, dans les mêmes délais. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Montpellier dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services sera chargé de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du Conseil Municipal.

Fait à Perpignan, le **16 OCT. 2023**

ID Télétransmission : **066-216601369-20231016-1800J2-AU-J-J**

Accusé reçu le : **16 OCT. 2023**

Affiché le : **16 OCT. 2023**

M. Charles PONS, Pour le Maire par subdélégation l'Adjoint

